



Guinea-Bissau

Programme des Nations Unies pour le Développement

et

Ministère de l'Économie et de l'Intégration Régionale (MEIR)

**Programme de Développement des Capacités Nationales de
Pilotage de l'Économie et de Coordination de l'Aide (PECA)**

Rapport Trimestriel

Première et deuxième trimestre 2013

(01 Janvier/ 30 Juin)

Préparé pour

PNUD

Date du rapport

11/07/2013

I - Contexte politique, économique et social

Depuis l'année 2009, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont apportés conjointement une assistance à la Guinée-Bissau dans deux domaines clés de la gouvernance économique: le *pilotage de l'économie* et *l'utilisation efficace de l'aide publique au développement*.

Ce partenariat stratégique a permis d'une part de développer les capacités nationales en matière de formulation des stratégies de développement, ainsi que de gestion budgétaire et de la dette, et d'autre part, d'améliorer les capacités de mobilisation, coordination et suivi-évaluation de l'aide. Au vu des résultats atteints, l'on peut noter des changements qualitatifs au sein de structures bénéficiaires (MEPIR, Ministère des finances, départements sectoriels).

Cependant, les acquis restent fragiles dus à la faiblesse des ressources humaines et des institutions en général. Aussi, il s'avère indispensable que ces progrès soient consolidés en vue de les rendre irréversibles. Malheureusement, suite aux événements politico-militaires du 12 avril 2012, de nombreux partenaires (dont la BAD, la BM et le FMI) intervenants dans ces domaines ont suspendus leurs coopérations, interrompant ainsi la dynamique du projet en créant des gaps énormes, préjudiciables aux acquis déjà obtenus.

Dans ce contexte de blocage, le Bureau PNUD/Bissau a entamé son processus de planification par le repositionnement stratégique de ces interventions en faveur des populations de la Guinée-Bissau. Cette réflexion a abouti à l'élaboration d'un Programme intérimaire 2013-2014.

II - Performances enregistrées dans les domaines d'intervention

Durant ce premier semestre, les interventions ont été poursuivies sur la base du Plan de travail du projet PECA. Il convient de noter que les cibles retenues pour ce semestre n'ont pas été atteintes. Toutefois, des avancées notables ont été réalisées (voir résumé dans le tableau ci-dessous).

Compte tenu de l'existence d'un nouveau projet et la persistance du blocage des fonds de la BAD, il a été décidé de clôturer le projet PECA à la fin de ce trimestre et de continuer les interventions avec le nouveau projet intitulé «Renforcement des Capacités d'Analyse et de Formulation des Politiques et de Gestion de l'Aide».

•

Progrès accomplis par rapport aux indicateurs et cibles identifiés pour les produits

Produit du projet 1 : Capacités nationales de Pilotage de l'Economie renforcées

- Existence de 01 document de PAP; PARTIELLEMENT ATTEINT (resté au stade de réalisation avant le 12 avril 2012- environ 80%)
- Au moins 150 cadres formés en GAR/SE ; PARTIELLEMENT ATTEINT (groupe restreint formé 25% avant le 12 avril 2012)
- 04 rapports de suivi du PIP; PARTIELLEMENT ATTEINT (rapport annuel 2012 et rapport 1^{er} trimestre 2013 préparés mais non publiés 25 %)
- 01 Document de stratégie nationale de développement de la statistique disponible ; PARTIELLEMENT ATTEINT (resté au stade de réalisation avant le 12 avril- environ 60 %)
- 01 modèle économétrique de projection fonctionnelle ; PAS ATTEINT (contacts avec différents partenaires entamés pour mobiliser les expertises)
- 04 bulletins des finances publics et 01 des statistiques de la dette disponibles ; PAS ATTEINT (entretien avec contrepartie nationale pour lancer la publication)
- 01 document de transformation du DG PIP en API disponible ; PAS ATTEINT (TDR préparé et processus enclenché pour lancement des avis de recrutement)

Produit du projet 2 : Mécanismes de suivi et de coordination de l'aide publique pilotée effectivement par le gouvernement

- Existence de 01 PGA opérationnelle; PARTIELLEMENT ATTEINT (la version 1.6 intermédiaire est opérationnelle depuis 2012)
- 01 Document de Projets Tier 2 disponibles ; PARTIELLEMENT ATTEINT (plusieurs sessions de travail ont été réalisées avec le Ministère du Commerce pour identifier les secteurs et projets éligibles et la list des experts a été préparé)

III - Prise en compte des aspects transversaux

Les thématiques transversales (Genre, Droits Humains, VIH/Sida, Environnement) ont été prises en compte dans les réflexions menées dans le cadre de la définition de la nouvelle stratégie du PNUD, et considérées dans la préparation du nouveau projet de renforcement des capacités nationales.

IV - Performances enregistrées dans la gestion des fonds

Le budget du PECA pour la période a été établi pour refléter les couts associés aux salaires du staff du projet au transport, communication, etc., et certaines dépenses opérationnelles de notre partenaire de mise en œuvre, le MEIR (DGP, CFE, INE), en énergie, communication et transport.

Un total de USD 216,000 a été budgétisé pour la période de 01 Janvier à 30 Juin 2013, USD 194,565 a été dépensé et USD 31,790 est engagé, avec un taux de livraison de 104% (voir Project Budget Balance en annexe).

V - Développement des partenariats et mobilisation des ressources

Durant cette période plusieurs contacts ont été établis avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenants dans les mêmes thématiques du projet (BAD, UE, BM, FMI, Coopération Française etc.) visant la création de partenariats futurs pour le renforcement des capacités nationales. Malheureusement, un grand nombre des PTF de la Guinée-Bissau maintiennent encore la suspension de leur coopération ou reprennent très lentement sans incidence financière.

On enregistre néanmoins deux opérations conclusives. Un partenariat direct avec l'engagement de € 55,000 de l'Ambassade de la France pour partage des coûts de certaines activités de formation des cadres nationaux dans les domaines des finances publiques et le contrôle du budget de l'état ainsi que les activités liées à la transformation de la Direction Générale de Promotion des Investissements Privés en une agence de promotion des investissements, prévues dans le nouveau projet.

Pour appuyer la stratégie de mobilisation des ressources, des missions ont été programmées auprès de potentiels bailleurs comme les fonds Arabes BID, BADEA, Fonds Koweïtien et Fonds Saoudien.

Ainsi, l'assistance au gouvernement a permis de conclure (en marge des Assemblées Annuelles de la BAD tenues à Marrakech en fin mai 2013) un accord avec le Fonds Koweïtien de US\$ 3 millions pour appuyer les micros initiatives de réduction de la pauvreté.

VI - Gestion des risques

Non applicable - les activités réalisés ont été majoritairement réalisées à l'interne et donc ne présentaient de risques significatifs.

VII - Contraintes et opportunités

Le nouveau contexte post 12 avril 2012 a imposé au PNUD un redimensionnement de ses ambitions pour les ajuster aux ressources disponibles et cibler des activités visant la sauvegarde et la consolidation des gains de l'assistance précédente et couvrir les domaines les plus sensibles de la gouvernance économique et financière dans l'attente du retour des autres partenaires.

Contraintes - La suspension de l'appui de la BAD, le principal partenaire financier du PECA a mis le projet en difficulté depuis avril 2012. En effet les contraintes financières n'ont pas permis de poursuivre la réalisation des activités pertinentes en 2012. Ces difficultés se sont poursuivies en 2013.

Les mesures pour s'adapter à cette situation ont été essentiellement la recherche de nouveaux partenariats, avec des donateurs non traditionnels, et un réajustement des ambitions du PNUD (en adéquation avec les ressources internes disponibles) et un meilleur ciblage des produits stratégiques dans le domaine de développement des capacités de pilotage de l'économie et coordination de l'aide.

Une deuxième contrainte, qui persiste depuis avril 2012, c'est la faible capacité d'absorption du partenaire de mise en œuvre. Le coup d'état du 12 avril 2012 a désorganisé l'appareil administratif et a influé négativement sur les ressources humaines et financières affaiblissant l'Etat qui n'a pas pu accompagner le nouveau moment/dynamique du projet.

Opportunité - Une réadaptation post avril 2012 représente une opportunité pour se positionner sur les domaines critiques afin d'atténuer les effets induits des événements de 2012, particulièrement au niveau des finances publiques pour éviter les dérapages préjudiciables aux acquis des dernières années et plus généralement créer les fondations des bases pour une meilleure gouvernance pour le développement durable et équitable.

VIII - Défis, réponses et leçons apprises

Le projet PECA, après avoir surpassé les difficultés de démarrage en 2009 est entré rapidement dans une dynamique très forte avec des taux de réalisation avoisinant 90 % jusqu'en 2011, avec une livraison de produits stratégiques au Gouvernement. Malheureusement, au moment même où la deuxième phase (2013/2015) était en gestation pour consolider les acquis, le coup d'état est intervenu en Avril 2012 interrompant toutes les perspectives positives qui se dessinaient à l'horizon. La désorganisation de l'administration publique, la suspension des appuis des PTF qui ont unanimement sanctionnés ce coup de force ont définitivement plombés le projet. Les espoirs de reprise tardant le projet a été contraint de se réajuster pour boucler l'année 2012 pour finalement être clôturé au cours du 1^{er} semestre 2013.

Pour sauvegarder les acquis et capitaliser sur d'autres gains un nouveau projet a été formulé pour s'inscrire dans le processus de transition pour la restauration de l'Etat de Droit. Les activités jugées pertinentes ont été reconduites dans ce nouveau cadre et de nouvelles cibles ont été identifiées pour assurer une cohérence pour atteindre les résultats escomptés immédiats (2013) et à court terme (2014) en attendant une programmation à moyen terme à l'horizon 2015.

On aura appris, que dans un contexte volatile marqué par les incertitudes, la flexibilité dans la programmation doit prévaloir car elle doit permettre de moduler le parcours des projets en fonction de l'évolution de l'environnement. Pour atténuer les conséquences néfastes de l'instabilité institutionnelle sur les aspects fiduciaires, la prudence doit être observée dans le choix de la modalité de mise en œuvre des activités pour éviter des blocages et les pertes éventuelles de ressources. Enfin, le cercle restreint et privilégié des administrations publiques en tant que partenaires d'exécution des projets doit être élargi à d'autres entités pour pallier au risque inhérent à l'instabilité chronique dont le pays souffre depuis plus d'une décennie.

IX - Recommandations

Nonobstant toutes les difficultés que le projet PECA a rencontrées dans son exécution, des réalisations sont à inscrire à son actif. Des produits importants ont été achevés et sont disponibles. On pourrait citer sans être exhaustif le DENARP II et tous les documents qui ont été produits pour l'alimenter (ILAP II, Etude sur les sources de croissance, Etude de l'état d'avancement de réalisations des OMD et étude sur la pauvreté non monétaire, la PGA, etc.). Il y'a également des produits en cours de réalisation Il s'agit notamment des travaux en vue de l'installation de la version améliorée de la PGA, la finalisation de la SNDS, le processus de transformation de la DGPIP en API, les instruments d'opérationnalisation du DENARP II que sont le PAP et le PIP. Autant de raisons qui

justifie la recommandation que ces produits soient finalisés et complétés par d'autres outils pour orienter les prises de décision en matière de gouvernance économique et financière dont le pays a tant besoin pour son développement. Il s'agit de s'assurer de la sauvegarde et de la consolidation des acquis importants de l'assistance précédente.

Signature

Pour le Partenaire de mise en œuvre :	
Nom & Prénoms : DA SILVA VASCO	
Titre : DIRECTEUR GENERAL du PLAN	
Signature : Vasco	
Date : 26.03.2014	
Pour le Gestionnaire du portefeuille :	
Nom & Prénoms : OSMAN FERRO	
Titre : PROGYANTION	
Signature : [Signature]	
Date : 26/03/2014	
Pour le PNUD :	
Nom & Prénoms : GABRIEL DARA	
Titre : DRP	
Signature : Gabriel Dora	
Date : 26.03.2014	

Annexes

- Tableau de suivi de l'exécution financière
- Plan de travail du semestre suivant (nouveau projet)